

LE LUXEMBOURG 1960-2010

Une économie de petit espace face aux mutations du monde

Auteur: Guy Schuller
29 avril 2013

50 ans | STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Une très petite économie développée est contrainte à l'ouverture. De ce fait, elle subit très directement et rapidement les effets – positifs et négatifs – des mutations de l'économie mondiale. Au cours du dernier demi-siècle les changements structurels de l'économie mondiale ont été non seulement très profonds, mais ils se sont aussi produits à un rythme sans précédent. Le processus de globalisation a bien évidemment mis au défi les fondements et structures d'une économie de très petit espace, comme celle du Luxembourg.

De l'internationalisation à la globalisation

Entre 1960 et 2010 les relations économiques internationales ont subi un changement en profondeur sans précédent tant par leur expansion en volume que par leur élargissement en termes de compartiments. Longtemps dominées par les échanges de marchandises, ces relations se sont étendues aux échanges de services. En parallèle l'on a assisté à une transnationalisation des activités des entreprises, notamment multinationales qui ont multiplié leurs implantations à l'étranger sous forme d'investissements directs étrangers.

Ces processus d'internationalisation et de transnationalisation, voire de globalisation ne sont certes pas nouveau, car entre 1870 et 1913 l'on avait déjà assisté à une importante vague de globalisation. Toutefois la globalisation qui est entamée au début du dernier quart du XX^e siècle se caractérise surtout par la vitesse avec laquelle elle se déploie, par la profondeur des mutations qu'elle engendre et par le nombre des acteurs (pays, entreprises et autres agents) qu'elle implique. En réalité, cette globalisation est la résultante essentiellement de l'interaction entre deux mutations qui se sont produites respectivement dans le domaine technologique et dans le domaine politique.

De notables progrès techniques ont été enregistrés notamment dans le secteur des transports et dans celui de l'information et des communications. Dans le secteur des transports on a assisté à des améliorations extraordinaires en termes de qualité (avec une augmentation du confort et de la vitesse) et parallèlement à une baisse substantielle des prix. Un

phénomène similaire s'est produit dans le domaine de la communication et de l'information. Nous sommes tous témoins d'une nette augmentation de la qualité de la circulation des informations et des potentialités pour la transmission de masses considérables d'informations - et tout ceci à des prix fort intéressants. Une première caractéristique de cette double évolution est bien l'accélération. Il en résulte un raccourcissement des distances et un rétrécissement des délais.

À cette caractéristique de l'accélération s'ajoute celle de l'envergure des mutations. En effet, la révolution technologique dans les domaines des transports et des communications concerne tout un ensemble de domaines de la société et ne se limite pas seulement à la progression extraordinaire d'un secteur économique bien particulier, en l'occurrence celui des communications. L'ensemble de l'organisation de la société est affecté : qu'il s'agisse des domaines politiques, sociaux et culturels ou qu'il s'agisse de l'organisation de l'administration publique, de l'organisation des entreprises ou encore de l'organisation quotidienne des individus – tous sont concernés par cette mutation profonde.

Si le progrès technique est une condition nécessaire du processus de globalisation elle n'est pas suffisante. Il est aussi indispensable que l'environnement politique et réglementaire y soit propice. Ainsi à partir du début des années 70, des mesures de libéralisation, de déréglementation dans le secteur financier, d'abord, dans les domaines des transports et des communications, ensuite, ont largement favorisé le processus de globalisation. L'extension de ce développement à une multitude de domaines et sa quasi-généralisation au niveau de la planète ont bien sûr été accélérées après l'effondrement du mur de Berlin et l'intégration de presque toutes les nations dans le système économique mondial. Le processus d'intégration est d'ailleurs très marqué en matière commerciale où bon nombre de nations (y compris la Chine et la Russie) ont rejoint la nouvelle organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon une récente étude du Fonds monétaire international (FMI 2013), toutes les économies nationales sont devenues progressivement plus

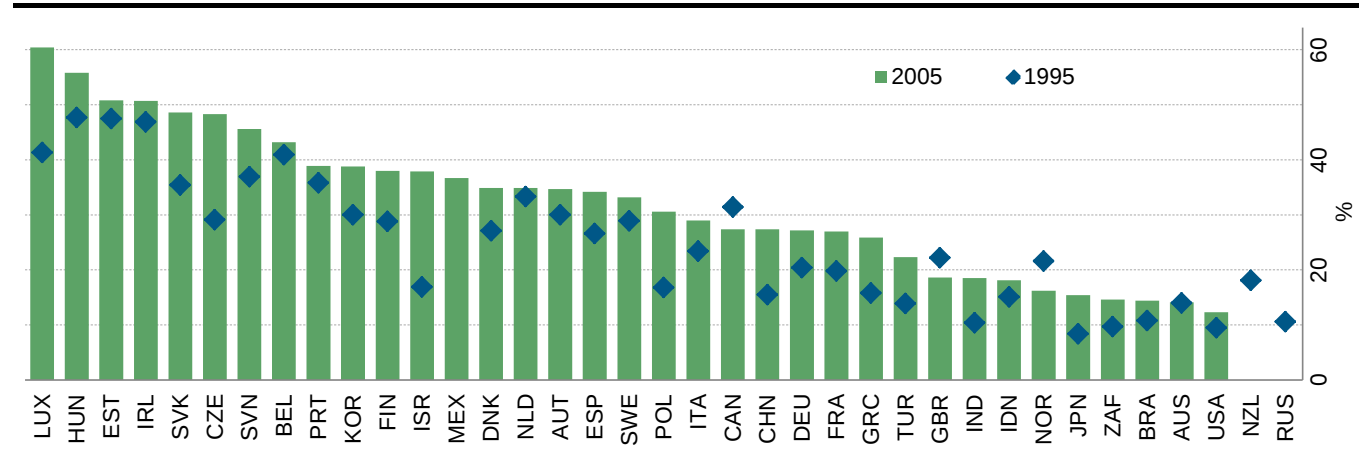
interdépendantes au cours du dernier quart de siècle. Néanmoins les cycles économiques seraient bien plus influencés par des facteurs régionaux que par des facteurs liés à la globalisation mondiale. Ceci est particulièrement souligné pour l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Océanie et les régions asiatiques.

Fragmentation du processus de production

Comme nous l'avons vu, la révolution technologique dans les domaines de la communication et des transports facilite les transmissions de toute sorte d'éléments (e.a. des biens, des services, des

informations). Cette facilitation engendre des réorganisations de la production et du commerce. Une conséquence primordiale au niveau de la production est la fragmentation du processus de production des biens et des services. Au lieu de réaliser toute la production en un même lieu, on peut produire en chaînes de valeurs mondiales, c'est-à-dire en phases successives sur des sites de production situés dans différents pays (p.ex. exploitation d'une matière première dans un pays, première transformation dans un second pays, seconde transformation dans un troisième pays, finalisation du produit dans un quatrième pays avant la vente à un client dans un cinquième pays).

Graphique 1 : Contenu en importations des exportations, 1995 et 2005 (en pourcentage du total des exportations)



Source : OCDE (2011)

Selon de récents travaux de l'OCDE, le contenu en importations a fortement augmenté dans la plupart des pays au cours de la dernière décennie, notamment sous l'effet de cette fragmentation du processus de production et de l'élargissement de la production en chaînes de valeurs mondiales. Le Luxembourg arrive en tête avec un taux de quelque 60% en 2005, contre 40% dix ans plus tôt.

Aux seuls échanges de matières premières et de produits finis (entre deux pays) s'ajoute - s'intercale - ainsi tout un ensemble d'échanges de biens intermédiaires. Ce développement (rendu possible par les innovations et par la réduction des coûts dans le domaine des transports) constitue une composante essentielle du développement du commerce international. Une part importante de ce commerce est dès à présent constituée d'échanges de biens intermédiaires, soit 56% des échanges de biens manufacturés et environ 73% des échanges internationaux de services (OCDE 2012).

De surcroît, une très grande partie de ce commerce est réalisée au sein de groupes multinationaux – échanges intra-firme. La fragmentation du processus de production est également un facteur explicatif de la progression extraordinaire des investissements directs à l'étranger et de l'intensification de la multi- ou transnationalisation, du fait de l'implantation à l'étranger d'un nombre croissant d'unités de production.

D'un monde tripolaire à un monde multipolaire

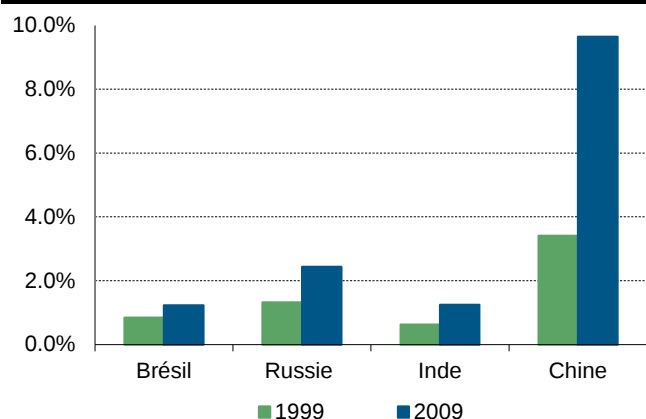
Durant les années 60 et 70 le commerce mondial de marchandises est dominé à raison des trois quarts par l'Amérique du Nord et l'Europe. Au cours des deux décennies suivantes, le Japon réussit une percée notable avec une extension de sa part dans les exportations mondiales de 3.5% en 1963 à près de 10% en 1993. Pendant plus d'un quart de siècle c'est ainsi une triade, composée des États-Unis, comme leader indiscutable, de l'Union Européenne et du Japon qui pèse d'un poids écrasant sur l'économie et les échanges mondiaux.

Tableau 1 : Exportations mondiales de marchandises, par région et par certaines économies, 1963, 1973, 1983, 1993, 2003 et 2010 (en milliards de dollars et en pourcentage)

	1963	1973	1983	1993	2003	2010
Monde	157	579	1838	3676	7377	14 851
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Europe	47.8	50.9	43.5	45.4	45.9	37.9
Amérique du Nord	19.9	17.3	16.8	18.0	15.8	13.2
Occident	67.7	68.2	60.3	63.4	61.7	51.2
Amérique du Sud et centrale	6.4	4.3	4.4	3.0	3.0	3.9
Asie	12.5	14.9	19.1	26.1	26.2	31.6
Afrique	5.7	4.8	4.5	2.5	2.4	3.4
Moyen-Orient	3.2	4.1	6.8	3.5	4.1	6.0
Triade	42.9	55.8	50.5	59.9	58.6	48.5
UE a*	24.5	37.0	31.3	37.4	42.3	34.7
États-Unis	14.9	12.3	11.2	12.6	9.8	8.6
Japon	3.5	6.4	8.0	9.9	6.4	5.2
Puissances émergentes	3.2	2.6	2.9	4.1	7.7	13.5
Chine	1.3	1.0	1.2	2.5	5.9	10.6
Inde	1.0	0.5	0.5	0.6	0.8	1.5
Brésil	0.9	1.1	1.2	1.0	1.0	1.4
Pour mémoire:						
Allemagne b*	9.3	11.7	9.2	10.3	10.2	8.5
France	5.2	6.3	5.2	6.0	5.3	3.5
Italie	3.2	3.8	4.0	4.6	4.1	3.0
Royaume-Uni	7.8	5.1	5.0	4.9	4.1	2.7

Source : OMC, calculs de l'auteur : a* Les chiffres concernent la CEE(6) en 1963, la CE(9) en 1973, la CE(10) en 1983, l'UE(12) en 1993, l'UE(25) en 2003 et l'UE(27) en 2010 ; b* Les chiffres concernent la République Fédérale d'Allemagne de 1948 à 1983 ; entre 1973 et 1983 et entre 1993 et 2003 les parts des exportations ont été sensiblement influencées par l'évolution du prix du pétrole.

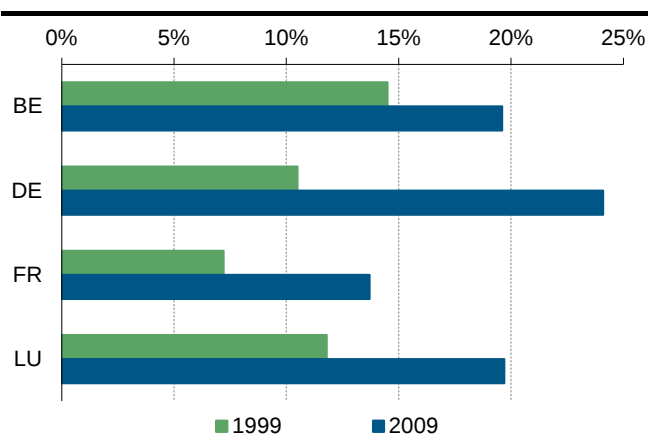
L'effondrement du mur de Berlin, l'adhésion de la Chine à l'OMC et l'expansion remarquable d'autres puissances émergentes, comme le Brésil et l'Inde, entraînent une restructuration profonde des relations économiques au plan mondial. En 2010, les États-Unis représentent moins de 9% des exportations mondiales de marchandises, contre près de 15% un demi-siècle plus tôt. La part de l'UE(27) n'est « que » de 35%, contre une part de 42% pour l'UE(25) en 2003. La contribution relative du Japon est également en recul à 5% en 2010, contre presque 10% en 2003. Ce déclin relatif de la triade s'explique essentiellement par la percée des puissances émergentes, mais en premier lieu de la Chine sur le marché mondial. Le pays le plus peuplé du monde devient en effet en 2009 le premier pays exportateur de marchandises du monde. Pris ensemble les BRIC (acronyme pour Brésil, Russie, Inde et Chine) représentent en 2010 quelque 40% de la population mondiale et environ 15% du PIB du monde et 15% des exportations de biens.

Graphique 2 : Part des pays des BRIC dans les exportations mondiales de marchandises

Source : OMC

L'économie luxembourgeoise a partiellement bénéficié de cet essor économique et en particulier de la réémergence de la Chine. Compte tenu de la concentration des échanges de biens et de services sur les pays limitrophes, le rôle des BRIC dans le commerce du Luxembourg n'atteint pas les pourcentages notés au plan mondial. Il n'empêche que le rythme de croissance des échanges avec ces pays a bien été supérieur au commerce total, ce qui a entraîné une extension des parts relatives.

La part des exportations de marchandises vers les BRIC est passée de 1.3% des exportations totales en 2002 à 3.1% en 2009. Le montant de ces ventes de biens est ainsi proche du total des ventes aux États-Unis et dépasse de plus de 50% celui des exportations de marchandises vers l'Espagne.

Graphique 3 : Part des pays des BRIC dans les exportations extra-UE du Luxembourg et de ses voisins

Source : Eurostat

Les BRIC couvrent une part très importante des exportations extra-UE. Désormais près de 20% des exportations extra-UE de marchandises du Luxembourg sont destinées à ces pays, soit une part similaire à celle de la Belgique et bien plus élevée que celle de la France (13.7%). Des pays voisins, seule l'Allemagne est proportionnellement plus présente sur ces marchés avec 24% de ses exportations extra-UE.

Positionnement du Luxembourg dans le monde globalisé

L'objectif n'est pas de passer en revue tous les indicateurs qui permettent d'évaluer l'évolution des différentes variables macro-économiques du Luxembourg, mais plutôt de prendre repère sur quelques indicateurs de dimension internationale, transnationale, voire globalisante. Nous proposons d'analyser successivement les indices de globalisation, le degré d'ouverture et le rang absolu du Luxembourg dans les exportations mondiales de services.

Indices de globalisation

Plusieurs organismes ont promu des indicateurs, mais deux indicateurs¹ de globalisation semblent plus notablement se dégager : A.T Kearney/Foreign Policy Globalization Index et KOF Index of Globalization. Le premier nommé ne considère malheureusement pas le Luxembourg. Dans l'indicateur de globalisation de la seconde source nommée (qui est établi depuis 1970), le Luxembourg figure régulièrement dans une des premières positions. Cet indicateur est un indice pondéré considérant pour moitié des données sur les flux de biens et de services ainsi que de capitaux (en % du PIB) et pour l'autre moitié des informations sur les restrictions au commerce et aux flux de capitaux².

Tableau 2 : Indicateur de globalisation économique (KOF)

Année	Rang du Luxembourg
1970	1
1980	1
1990	1
2000	1
2005	1
2006	2
2007	1
2008	2
2009	2
2010	3
2011	2
2012	2

Source : Dreher, Axel (2006) : Does Globalization Affect Growth? Evidence from a new Index of Globalization, *Applied Economics* 38, 10: 1091-1110. Updated in : Dreher, Axel, Noel Gaston and Pim Martens (2008), *Measuring Globalisation – Gauging its Consequences* (New York: Springer)

Pendant trois décennies le Luxembourg a occupé sans interruption la première place des pays considérés. Depuis 2006 cette première place revient – excepté en 2007 - à Singapour, suivi du Luxembourg et de l'Irlande. En 2010, le « tigre celtique » devance toutefois le Luxembourg. Aux prochains rangs suivent (en ordre divergeant d'année en année) Malte, la Belgique et les Pays-Bas. Cet indicateur confirme donc que les petites économies ouvertes et développées ont les taux les plus élevés d'intégration dans l'économie mondiale.

Degré d'ouverture

Il y a différentes formes pour calculer l'ouverture d'une économie. Alors que l'OCDE considèrerait pendant tout un temps la moyenne des échanges de biens et des services pour la rapprocher du PIB, elle utilise depuis un certain temps des résultats séparés respectivement pour les exportations et pour les importations de biens et de services. La conclusion pour le Luxembourg est toutefois la même dans les deux cas de figure, à savoir d'être de loin l'économie la plus ouverte de tous les pays membres de l'OCDE.

¹ A.T Kearney/Foreign Policy Globalization Index

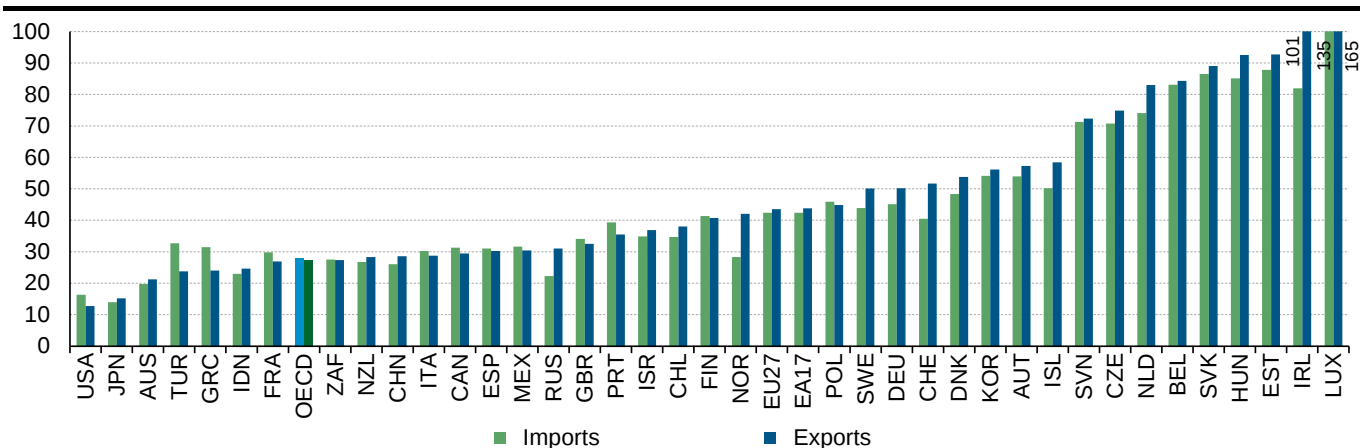
<http://www.atkearney.com/>

KOF Index of Globalization <http://globalization.kof.ethz.ch>

² Pour plus de détails cf

http://globalization.kof.ethz.ch/static/pdf/variables_2012.pdf

Graphique 4 : Exportations et importations (en % du PIB)



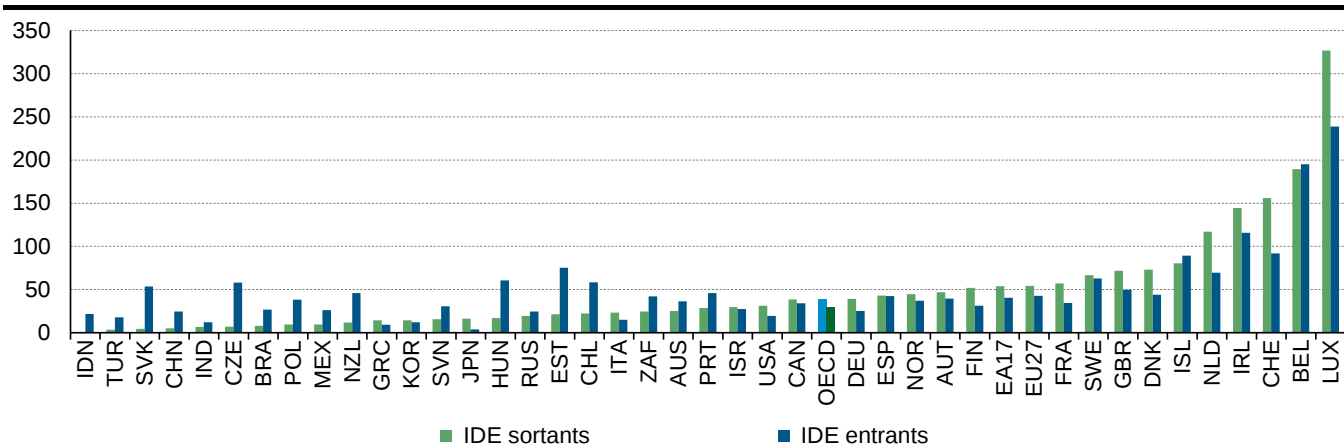
Source : OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics

Au cours des dernières années le degré d'ouverture n'a plus continué à progresser et à même reculé. Ceci n'est pas tellement un signe d'une réorientation sur le marché national, mais plutôt l'impact de la crise. La demande extérieure a en effet reculé plus fortement que la demande nationale. Par ailleurs, la volatilité « extérieure » est bien supérieure à celle du marché national.

l'OCDE de loin le taux d'IDE le plus élevé par rapport au PIB. Ceci est certes largement généré par la présence des nombreuses SPE (*Special purpose entities*) sur le territoire et qui réalisent un volume important d'IDE entrants et sortants. Mais même en faisant abstraction de ce type d'activités, les IDE par habitant ou par personne employée sont encore plus élevés au Luxembourg comparés aux autres pays de l'OCDE.

Au niveau des investissements directs de l'étranger (IDE) le Luxembourg enregistre de tous les pays de

Graphique 5 : IDE (Investissements directs étrangers) stocks en pourcentage du PIB



Source : OECD Factbook 2013 : Economic, Environmental and Social Statistics

Part dans les exportations mondiales de services

Les exportations de services couvrent environ les quatre cinquièmes des exportations totales de biens et de services du Luxembourg. Ceci est un pourcentage bien exceptionnel par rapport à la réalité des autres pays où les biens continuent à dominer et où les services représentent en général entre un cinquième et un quart du total des exportations.

Au-delà de cette illustration relative du rôle important des exportations de services, il est aussi possible de prendre la mesure en termes absolus. Depuis 2006, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) publie la liste des principaux pays exportateurs de services commerciaux. Sur toute la période sous revue le Luxembourg figure en effet régulièrement dans le top 20.

Tableau 3 : Exportations mondiales de services par pays – Rang et part de marché du Luxembourg

Année	Rang	Part relative (en % des exportations mondiales)
2006	18	1.9
2007	16	1.9
2008	19	1.8
2009	17	1.8
2010	17	1.9
2011	19	1.7

Source : OMC

Les spécificités de l'économie de très petit espace

Il n'y a guère consensus sur la notion de « petite nation » ou d'« économie de petit espace ». Pour ceux qui abordent la question à partir du critère de la taille, et en particulier de celle de la population, le seuil varie entre « inférieur à 1.5 million d'habitants » (Commonwealth) et « moins de 15 millions d'habitants » (Robinson, 1963). Nous optons pour la première approche. Au vu de cette définition il y avait en 2006 quelque 46 petits États-nations et le Luxembourg se situait à la 28ème position par ordre croissant, ce qui veut dire qu'il y avait 27 États qui étaient moins peuplés que le Luxembourg.

Pour ce qui est des analyses théoriques sur le développement des économies de petit espace, il faut constater qu'elles ne sont pas très nombreuses. Un important recueil a été publié en 1963 par Robinson. Il reprend les contributions à la première conférence internationale sur la taille des économies nationales qui s'est tenue en septembre 1957 à Lisbonne. Robinson y souligne que le commerce extérieur peut offrir une voie efficace pour se défaire des « handicaps de la petite taille » (*penalties of smallness*).

Plus tard, Alesina, Spolaore et Wacziarg (2005) montrent que les avantages liés à la taille décroissent avec le degré d'intégration internationale, ou, ce qui revient au même, que les avantages liés à l'ouverture économique augmentent pour les petits pays à mesure que ceux-ci sont plus ouverts. Empiriquement, ils considèrent un échantillon de 113 pays de 1960 à 2000 et calculent les corrélations entre croissance économique, ouverture commerciale et taille (mesurée alternativement par la taille de la population et le PIB). Contrairement à Rose (2006) qui conclut à l'absence de

corrélations entre taille et développement économique, leurs résultats indiquent bien que la corrélation entre taille des pays et croissance est faible pour les économies ouvertes et forte pour les économies fermées, de même que la relation entre ouverture commerciale et croissance est forte pour les petites économies et faible pour les grandes économies.

C'est peut-être cet atout de l'ouverture qui a contribué à la « prolifération des nations » que souligne Laurent (2008) sur base du nombre de pays dans le monde : en effet, au cours des cinq dernières décennies le nombre de pays indépendants a plus que doublé pour passer de 95 pays en 1960 à 193 en 2010.

Au cours des cinquante dernières années un certain nombre d'économistes³ du Luxembourg (e.a. Bauler, Kirsch, Pieretti, Reinesch, Schuller, Von Kunitzki) ont thématiqué la problématique de l'économie de petit espace avec une application au cas du Luxembourg. Le facteur de l'ouverture a été largement mis en évidence par tous comme déterminant du développement économique. Cette ouverture se traduit à différents niveaux. En premier lieu, au niveau des approvisionnements compte tenu de l'exiguïté du territoire, de l'absence de certaines ressources, ainsi que d'un manque de diversité au niveau de la production. En second lieu, il y a la nécessité de l'ouverture pour l'écoulement des biens et services produits afin de bénéficier des effets d'économie d'échelle (réduction du prix de revient par pièce grâce à la production de masse).

Toutefois la nécessité d'ouverture ne se limite pas seulement aux biens et services (achat et/ou vente), mais elle s'étend également aux facteurs de production. Schématiquement on peut distinguer trois facteurs de production: le travail, la technologie et le capital financier. Dans ces trois domaines, l'économie de petit espace a besoin d'un recours à l'offre étrangère. Durant les phases de développement économique rapide et/ou d'évolutions démographiques plus modestes, le recours à une force de travail étrangère est impératif. Il se traduit par une immigration et/ou par l'engagement de frontaliers. Les besoins en investissement de l'étranger (recours au capital financier étranger) et le recours aux technologies sont également notables.

³ De même que des politologues (e.a. Hirsch, Kirt et Steinmetz) et historiens (e.a. Tausch, Wey et Zählen)

Mais revenons au livre de Robinson (1963). La contribution qui a retenu à juste titre la plus grande attention dans ce livre est celle de Kuznets (1963). Son argumentaire comporte deux volets : D'une part, il note qu'« en principe, les petits pays ont un handicap en matière de croissance économique », parce qu'ils ne peuvent tirer avantage de « la production et de l'organisation à grande échelle », mais aussi parce que la charge de défense nationale est trop lourde et que leur « dépendance à l'égard du commerce international » est trop forte.

Mais d'autre part Kuznets souligne que du fait « d'une population réduite et donc potentiellement plus homogène et plus soudée », les petites nations peuvent plus aisément « opérer les ajustements sociaux nécessaires pour tirer parti des potentialités de la technologie et de la croissance modernes ». Kuznets vient donc mettre au cœur de son explication de la réussite d'une économie de petit espace un argument de politique économique voire d'ordre institutionnel. Ou autrement formulé, c'est avant tout la qualité des institutions sociales et politiques des petits pays qui leur assure la capacité nécessaire à s'adapter avec succès aux changements économiques.

L'argument sera repris, approfondi et appliqué par exemple par Katzenstein (1985) au cas des petits États européens. Il montre en effet que les petits pays possèdent un avantage comparatif sur les grands du fait de leur meilleure capacité à s'adapter et à conduire les réformes nécessaires, changements dictés par une plus grande vulnérabilité aux chocs extérieurs. Sur le plan institutionnel et administratif, l'économie de petit espace peut dégager certains avantages qui sont inhérents à la petite dimension. Ainsi l'effectif

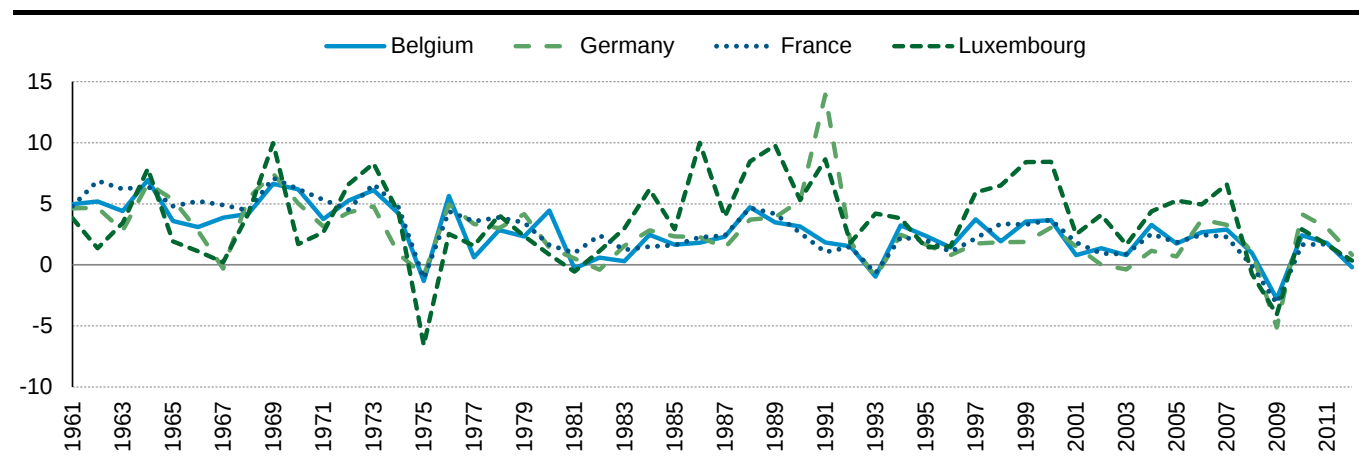
relativement modeste crée des structures réduites au niveau des institutions et raccourcit ainsi les procédures administratives (peu d'échelons à parcourir). Cette exigüité et cette limpidité assurent également une certaine capacité d'adaptation. La concentration des fonctions et la proximité des administrations concernées facilitent, par ailleurs, le contact direct des interlocuteurs et le suivi des dossiers.

Au cours des dernières décennies, le pouvoir politique du Luxembourg a pu créer, par la maîtrise notamment de son cadre institutionnel, législatif et fiscal, les conditions indispensables pour attirer les facteurs de production étrangers. Une étude de la banque centrale de Malte (Curmi, 2009) sur la gouvernance dans les petits Etats met en avant un indicateur sur la gouvernance « Kaufmann index ». Le tableau de synthèse de six éléments considérés⁴ place le Luxembourg sur base de la moyenne des résultats des années 2006 à 2008 en seconde position des petits Etats, juste derrière l'Islande et devant Andorre, Malte et Barbados.

Les économies de petit espace mises à l'épreuve dans un monde globalisé

La globalisation est bien plus que l'interdépendance croissante des économies. Elle est un processus dynamique, dialectique et sociétal qui est engendré par des mutations technologiques et par des décisions politiques. Elle est surtout caractérisée par une nette accélération de la circulation (des biens et services, des capitaux, des personnes, ainsi que des informations) et de la diffusion des innovations.

Graphique 6 : Taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constants de 2005



Source : Ameco

⁴ Voice and accountability, political stability and absence of violence, government effectiveness, regulatory quality, rule of law, control of corruption

De par leur exigüité et leur contrainte à l'ouverture, les économies de très petit espace sont particulièrement vulnérables et exposées aux profondes mutations en cours. Ainsi l'évolution économique du Luxembourg est bien plus volatile que celle des pays voisins plus grands, comme le montre le graphique ci-contre.

Par ailleurs, les chocs à l'issue d'une crise sont en général plus véhéments, d'autant plus si le secteur (largement dominant) est le plus affecté. Au Luxembourg, ce fut le cas en 1975 avec la sidérurgie et en 2009 avec le secteur financier. Il est d'ailleurs utile de souligner que l'ampleur du recul de 2009 fut inférieure à celle de 1975, ce qui est une exception en Europe ; tous les autres pays ont comparé l'effet de la crise de 2009 à celui des années trente.

Tableau 4 : Recul (en %) du PIB sous l'effet des crises de 1975 et 2009

Pays	1975	2009
Allemagne	-0.9	-5.1
Belgique	-1.3	-2.8
France	-1.2	-3.2
Luxembourg	-6.6	-4.1

Source : Ameco

Le net recul du PIB allemand en 2009 est mis en relation avec la forte orientation sur le marché mondial de l'activité économique outre-Rhin. Cette nette tendance à l'ouverture par les exportations fait d'ailleurs dire à Laurent et al (2010) que l'Allemagne a adopté à partir de 2000 une « stratégie de petit pays⁵ ».

En dépit de la réduction, voire de la perte de quelques atouts, les économies de petit espace peuvent faire valoir certains avantages inhérents à la petite taille, comme la proximité et la flexibilité qui leur assurent des capacités d'adaptation rapide.

Grâce à une évolution très favorable au cours des dernières décennies sous revue, l'économie luxembourgeoise a pu générer une "spirale vertueuse"⁶ et créer des conditions de vie, des infrastructures, ainsi qu'un environnement politique, social, fiscal et légal qui s'avèrent fort intéressants pour les investisseurs étrangers. L'implantation d'entreprises performantes contribue largement au renforcement des différents facteurs d'attractivité.

La conjonction de plusieurs éléments - qu'ils soient inhérents à la petite taille ou la conséquence de la situation géographique ou le résultat des efforts de diversification ou encore la résultante de l'audace des autorités politiques – ont fait par le passé la spécificité de l'économie luxembourgeoise. Même si certaines "niches de souveraineté" sont appelées à disparaître, il n'est pas exclu que d'autres pourront voir leur émergence dans un monde en profonde mutation. Par ailleurs, le développement futur d'une économie de petit espace pourra sans doute être assuré par la création de ce que Michalet (1999) appelle de "nouveaux avantages comparatifs". Dans un monde globalisé, les facteurs d'attractivité ne semblent en effet plus uniquement se limiter aux dotations naturelles (e. a. ressources, population résidente), mais à une gamme de facteurs à générer qui vont de la technologie et des infrastructures aux dimensions institutionnelles (comme souligné par Kuznets et Katzenstein).

⁵ « Ces « stratégies de petit pays » peuvent être caractérisées par la combinaison de politiques « compétitives » destinées à promouvoir les exportations, la spécialisation et l'ouverture commerciale, tout en favorisant l'attractivité du pays pour les entreprises multinationales et les capitaux étrangers – les instruments de ces politiques « compétitives » étant, lorsqu'existe une monnaie nationale, la dépréciation et la désinflation compétitives et, lorsque les pays sont membres d'une union monétaire ou d'une zone de changes fixes, la concurrence fiscale et sociale et les politiques de modération salariale –, et de stratégies opportunistes dans les contextes où s'imposent les nécessités de l'action collective. » (Laurent et al., 2010)

⁶ Concept développé dans Schuller (2003)

Bibliographie

- Alesina A., Spolaore E., Wacziarg R. (2005) « Trade, growth and the size of countries » in Philippe Aghion et Steven Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1, Part 2, chapitre 23, pp. 1499-1542, Amsterdam, North Holland.
- Alouini, O. (2010) « Taille des pays, performance économique et économie politique de la zone euro : une étude empirique du clivage lié à la taille », *Revue de l'OFCE*, n° 112, janvier.
- Bauler André (2000) « Les fruits de la souveraineté nationale », Caisse Centrale Raiffeisen, Luxembourg
- Commonwealth (2009) « Sustaining development in small states in a turbulent global economy » <http://www.thecommonwealth.org/files/211070/FileName/Sustainingdevfinal.pdf>
- Curmi Liliana (2009) « Governance and Small States » Bank of Valetta Review, N°40 http://www.bov.com/filebank/documents/46_63F%20Liliana%20Curmi.pdf
- Hirsch Mario (1974) « La situation internationale des petits États : des systèmes politiques pénétrés. L'exemple des pays du Bénélux. » in : *Revue française de science politique*, 24e année, n°5, 1974. pp. 1026-1055. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1974_num_24_5_418745
- IMF (2013) «Regionalization vs. Globalization» WP/13/19 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp1319.pdf>
- Katzenstein, P. J. (1985) «Small States in Global Markets», Ithaca, Cornell University Press.
- Kirsch Raymond (1971) «La croissance de l'économie luxembourgeoise» Statec, Cahier économique no 48–1971 XIV (250p)
- Kirt Romain, and Arno Waschkuhn. «Kleinstaaten-Kontinent Europa: Probleme und Perspektiven» Baden-Baden, Germany: Nomos, 2001
- Kuznets, S. (1963) « Economic Growth of Small Nations » in Robinson, ed., (1963) pp 14-34.
- Laurent, E. (2008) « Economic consequence of size of nations, 50 years on », OFCE Working Paper n° 2008-26.
- Laurent, E. et J. Le Cacheux (2010) « Taille des pays et stratégie de croissance » *Revue de l'OFCE* N°112, janvier, pp 171 – 190
- Michalet Charles-Albert (1999) « La séduction des nations ou comment attirer les investissements », Paris, Economica
- OCDE (2011) « Contenu en importations des exportations », dans *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011*, Éditions OCDE. http://dx.doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-61-fr
- OCDE (2012) « La mondialisation économique. Origines et conséquences »
- Pierretti Patrice et Reinesch Gaston (1994) « La croissance d'une très petite économie ouverte est-elle import-driven? » in *Centre Universitaire du Luxembourg – Cahiers d'économie Fascicule IX* pp.99-113
- Pieretti Patrice, Skerdilajda Zanaj, Benteng Zou (2012) «On the long run economic performance of small economies» CREA Discussion Paper Series, 2012/14 <http://ideas.repec.org/p/luc/wpaper/12-14.html>
- Reinesch Gaston (1985) « Fonctionnement d'une micro-économie », in « Théories économiques des petites espaces économiques », Institut Universitaire internationale Luxembourg, Luxembourg
- Reinesch Gaston (1989) « La très petite dimension constitue-t-elle un désavantage économique? » *Centre universitaire du Luxembourg, Cahiers d'économie Fascicule V*, Luxembourg
- Robinson, E. A. G. (ed.) (1963) « The Economic Consequences of the Size of Nations » *Proceedings of a Conference held by the International Economic Association*, pp. xxii, 447, New York, St. Martin's Press
- Rose, A. (2006) « Well-Being in the Small and in the Large », IMES Discussion Paper Series 2006-E-10, Institute for Monetary and Economic Studies, Bank of Japan.
- Schuller Guy (2000) « L'économie de très petit espace face à la globalisation », Institut Grand-Ducal, Actes de la Section des sciences morales et politiques, pp 117-205
- Schuller, G. (2003) « Principales tendances socio-économiques et perspectives pour le Luxembourg », dans Allegrezza, S., Hirsch, M., Von Kunitzki, N., *L'histoire, le présent et l'avenir du modèle luxembourgeois*, Luxembourg, Institut d'études européennes et internationales du Luxembourg

Steinmetz, Robert, and Anders Wivel. « Small States in Europe: Challenges and Opportunities» Burlington, Vermont: Ashgate, 2010.

Von Kunitzki Norbert (1991) « Le Luxembourg, pays de Cocagne? » Fédérations des Jeunes Dirigeants d'entreprises du Luxembourg